

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

« Rouge » contraint de devenir hebdomadaire

vendredi 2 février, dernier numéro du quotidien,
vendredi 9 février premier numéro de l'hebdo

résolution votée par le 3e congrès de la LCR

1. *PLUS de deux ans et demi après la publication du premier numéro du quotidien, « Rouge » doit redevenir hebdomadaire. A elle seule, la situation financière actuelle et ses perspectives pour les mois qui viennent imposent cette décision. Non seulement, notre endettement net dépasse légèrement le million de francs, mais il s'aggraverait en cas de poursuite du quotidien d'un déficit mensuel de 150 000 F environ. Elle exige que nous nous donnions tous les moyens nécessaires pour opérer un redressement et un assainissement rapides de la situation. Seule la publication d'un hebdomadaire équilibré financièrement, sous réserve d'une subvention de 4 à 5 millions anciens par mois de la LCR, peut permettre de réaliser cet objectif.*

La souscription a atteint un

niveau très élevé, mais la résorption définitive de notre dette exige un grand effort pour toute l'organisation. Ajouté à notre dette, un nouveau déficit mensuel de 150 000 F exigerait de transformer les militants de l'organisation en collecteurs d'argent permanents, et ce au détriment d'autres tâches importantes de construction et de consolidation de la LCR.

2. *Nous devons engager une bataille pour les mesures suivantes :*

— campagne financière pour résorber nos dettes d'ici le 30 juin 1979 ;

— publication d'un hebdomadaire à partir du 2 février 1979 dont la formule visera à rendre son déficit supportable ;

— organisation systématique des ventes militantes de cet hebdomadaire ;

— réorganisation de notre

— système de presse et d'édition ;

— rationalisation de l'ensemble de notre gestion ;

— réorganisation de l'imprimerie de façon à utiliser au mieux les besoins de l'organisation sans accumuler des déficits. Elaboration d'un plan de marche pour l'imprimerie de façon à conserver les bases matérielles qui avaient permis la parution du quotidien ;

— réorganisation de l'appareil de permanents.

Conjointement à ces mesures, le redressement de l'organisation suppose que nous portions nos efforts sur :

— l'homogénéisation politique de l'organisation ;

— la centralisation et la direction de notre intervention ouvrière ;

— la réorganisation du fonctionnement de l'organisation, la politique de forma-

tion, la préparation du congrès mondial de la IV^e Internationale, l'aide à la construction des JCR ;

— la mise en ordre de la base matérielle de notre fonctionnement.

Le redressement politique et organisationnel de la LCR est un préalable à la possibilité de réparation du quotidien. En tout état de cause toute réparation du quotidien ne pourra avoir lieu sans que se tienne au préalable un débat dans toute l'organisation sanctionné par un congrès.

3. Le comité central organisera dans le trimestre qui suit le congrès un débat sur le bilan de « Rouge » (conception, place dans la construction de l'organisation...).

● Hier, nous annonçons la démission de trois membres de l'ex-commission nationale homosexuelle. Nous publierons leur déclaration comme les explications de trois autres camarades qui restent membres de la LCR dans le journal de vendredi.

grève à l'École des impôts de Clermont-Ferrand

Les stagiaires de l'École nationale des impôts de Clermont-Ferrand sont en grève depuis le mardi 23 janvier. Les causes de leur mouvement sont liées à l'intransigeance de l'administration face à leurs revendications. En effet, face à la volonté des organisations syndicales CGT, CFDT, FO et SNUI d'engager des discussions sérieuses, l'administration a opposé un refus catégorique.

En fonction de quoi, les stagiaires ont décidé la grève de 24 heures reconductible afin de faire aboutir leurs revendications.

Ils refusent en particulier que le poste attribué à la fin des études soit une sanction de celles-ci, ils exigent la titularisation dès l'entrée à l'école. Ils réclament d'autre part,

une amélioration importante de leur régime d'indemnités. Venus de tous les quatre coins de France, les frais importants auxquels ils sont soumis ne leur permettant pas de vivre décemment avec le salaire qu'ils touchent actuellement. Une assemblée générale a lieu chaque jour décidant de la poursuite de l'action.

La question qui est posée est celle de l'extension de la lutte aux autres écoles placées sous la responsabilité de la direction générale des impôts : le centre de formation de Paris et l'école du cadastre de Toulouse. Ainsi que celle du soutien que les différentes sections syndicales de la Direction générale des impôts pourraient apporter aux stagiaires de Clermont-Ferrand.

SNCF : usagers en colère

Ce matin, la Fédération des usagers des transports en commun et le GEDACT qui regroupe des groupes d'usagers de grande périphérie, organisent une conférence de presse à 9 h, gare Saint-Lazare, sur les quais, voie 14.

Par cette action la fédération entend protester contre la hausse des tarifs banlieue et la dégradation des conditions de transports.

L'initiative coïncide avec l'arrivée ce même matin à 8 h15 du « train de la colère » : les usagers de la grande périphérie y exprimant leur mécontentement.

Par ailleurs des cheminots de la gare de Lyon vont passer en conseil de discipline pour avoir, au mois de décembre, exprimé leur solidarité avec les usagers.

congrès des postiers CGT

tribunes libres avec accusé de réception

NOS délais de « bouclage » ne nous permettent pas de rendre compte de la première journée du congrès de la fédération CGT des PTT, celle-ci ayant commencé à 14 h 30. Après l'article de présentation que nous avons fait dans notre édition d'hier, et avant le compte-rendu des travaux de Nanterre, nous publions ci-dessous des extraits d'un certain nombre de tribunes libres parues dans les deux publications de la fédération, le journal fédéral et

« le Militant », bulletin d'éducation syndicale, d'information et de documentation, destiné aux militants de la fédération. En tout, vingt-cinq tribunes libres (presque toutes signées individuellement) ont été publiées parmi lesquelles bon nombre traitant de problèmes catégoriels à la profession que nous ne mentionnerons donc pas, étant donné le caractère restreint — du moins aux yeux de l'ensemble de nos lecteurs — des sujets abordés.

Les passages suivants sont extraits de tribunes libres parues dans le journal fédéral de la CGT-PTT n° 106 de janvier 1979 et dans « le Militant » du même mois.

Alain Brunet (Paris-Chèques) écrit : « Les 35 heures : un mot d'ordre unifiant pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. (...) La réduction du temps de travail par l'obtention de tous les samedis (et sans récupération, même partiel, comme aux postaux) pour obtenir les 35 heures et parfois moins est une revendication à l'ordre du jour pour l'ensemble des postier(s). (...) D'autre part, cette revendication légitime concerne l'ensemble de la classe ouvrière et s'intègre dans son combat général contre l'austérité. »

Conjuger ou centraliser

On peut lire aussi des phrases prononcées au cours de divers congrès départementaux relatives à la tactique des luttes : « Une certaine démolition au niveau des grèves... lassitude des grèves à répétition... il faudrait la grève interprofessionnelle reconductible » (Marseille Financiers). Mais on entend aussi, dans le même syndicat : « Au contraire, on a toujours une action en point de mire... On n'est jamais accablés », ou bien : « Toutes nos luttes sont plus que jamais justifiées : locales, de branches, catégorielles, générales... Où en serions-nous sans ces luttes ? ». On entend aussi : « Les grèves à répétition amoindrissent la combativité et retirent des forces pour frapper un grand coup. Ces grèves ne sont pas efficaces. » (Ardèche)

Le syndicat de la Manche demande : « On fait l'unité

« en bas » et pas « en haut », pourquoi ? » Et Marseille-service auto déclare que « on ne veut pas faire l'unité à n'importe quel prix... pas l'unité pour l'inaction ».

« Non aux sensibilités »

On peut lire aussi, dans une tribune signée Der Loughian, que les « gauchistes », « tirant de manière constante contre la CGT, se placent en défenseurs de la CFDT recentrée ». Conclusion du « raisonnement » : « Lorsque dans nos écoles nous disons que le gauchisme est une forme de réformisme, la grande école de l'action syndicale nous en apporte la preuve concrète. » Et, dans sa contribution, Evelyn Guechoum estime que « ces gauchistes passent trop de temps à attaquer la CGT, à diviser les travailleurs, pour être de réels et honnêtes défenseurs de nos intérêts ».

Le PS est, lui aussi, fustigé dans une tribune de M. Desseigne (UFC, syndicat du ministère) : « J'estime antidémocratique, dangereuse et illusoire la prise en considération des « sensibilités » ou des « courants de pensée ». (...) Antidémocratique, car une telle « ouverture » conduit à écarter des militants ou des militants de valeurs appréciés au sein de leur syndicat, de leur union locale, de leur union départementale, de leur fédération, voire, dans certains cas, au plan interprofessionnelle et, parallèlement à favoriser l'accès à des fonctions de responsabilités de candidat(e)s qui ne se signalent pas par une activité militante extraordinaire (...). Dangereuse, car la prise en compte des « sensibilités » politiques est la porte ouverte à l'organisation en tendances. (...) Illusoire, car

il faudrait être bien naïf pour croire que la CGT, restant ce qu'elle est et sur les positions de classe qu'elle défend, pourrait un jour se voir décerner un « brevet de démocratie » par l'ensemble de la presse et des médias ».

De là, à rejeter dans le camp de la bourgeoisie tous ceux qui se préoccupent de la démocratie syndicale, il n'y a qu'un pas.

Frappés d'alignement

Enfin, une contribution du bureau départemental de syndicat du Loiret qui, rappelant la période pré-électorale, indique qu'« il est apparu alors que nous avons tous, à tous les niveaux, beaucoup trop sacrifié le programme de la CGT au programme commun » et que « la prise de position rapide de la confédération a semblé à certains de nos camarades partisane, n'ayant d'autres motifs que l'alignement sur le Parti communiste français ».

Et le même texte souligne que « le fait que beaucoup de responsables CGT soient membres du PCF (dans les syndicats, les unions locales, les unions départementales, les fédérations, à la confédération) n'était pas pour éclaircir les esprits ». En tirant des conclusions, cette tribune indique que « c'est un souhait de beaucoup de voir progresser les moyens d'expression des syndiqués sur les problèmes du syndicat à tous les niveaux. Il faudrait donc trouver notre presse et dans nos structures les moyens de faire connaître plus complètement et plus facilement ce qui se dit chez les syndiqués et même chez certains militants. Et dans ce but d'élargir au maximum la diversité des courants de pensée dans nos organismes de direction ».

Abordant enfin le problème des femmes (d'après les chiffres portés à notre connaissance, elles constituaient 35 % du personnel des PTT en 1975), le bureau départemental du syndicat du Loiret informe que « au travers de notre commission exécutive, il est ressorti que le problème des femmes est l'affaire de tous, hommes et femmes et que le rôle des camarades masculins, et l'action à mener chez les travailleurs, est aussi importante que l'action spécifique femmes ».

E. O

Meaux

les femmes n'ont pas le choix pour la méthode d'avortement

« L'avortement et la contraception, c'est notre problème à toutes, à Meaux : le Planning est méconnu et les médecins sont un énorme barrage : ainsi, ce médecin de la Pierre-Collinet qui a refusé l'avortement pour une femme qui avait déjà six enfants en lui disant qu'elle était en parfaite santé pour en avoir un septième. A l'hôpital, l'avortement se fait sans explications préalables. Aucune chaleur humaine et l'on renvoie les femmes dans la journée. Pourtant, comme l'avortement est sous anesthésie, il faut légalement 24 heures d'hospitalisation. Les femmes sont isolées ; elles ont peur, quand elles n'essuient pas des remarques culpabilisantes des médecins. Nous n'avons pas le choix de la méthode d'avortement. La méthode Karman (par aspiration) n'est pas pratiquée ».

« Nous voulons un centre d'orthogénie à Meaux où tous les problèmes d'avortement et de contraception seraient traités, une information sur le Planning et la sexualité dans chaque établissement scolaire, quartier et entreprises avec la présence d'un groupe femmes ; une information dans la presse et dans le bulletin municipal, l'obligation pour les médecins de délivrer les moyens de contraception et d'avortement. Des avortements dans de meilleures conditions (accueil chaleureux et collectif, information et libre choix de la méthode).

« Pour tous contacts écrire à la maison des femmes, 82, rue Saint-Rémy 77100 Meaux.

« De plus le groupe femmes vous invite à une projection d'« Histoire d'A » suivi d'un débat sur « avortement-contraception-sexualité », le jeudi 1^{er} février à 20 h 30 au salon d'honneur de la mairie de Meaux. »

un Arménien condamné à mort en URSS

Le dissident arménien Stephan Zadikian, 32 ans, a été condamné à mort par la Cour suprême de l'URSS, a annoncé lundi l'académicien Andreï Sakharov.

Zadikian était accusé d'avoir commis un attentat à la bombe qui aurait fait de nombreuses victimes, en janvier 1977 dans le métro de Moscou. Les proches du condamné affirment qu'il ne se trouvait pas à Moscou au moment de l'attentat, a ajouté Sakharov. Depuis le début de cette affaire, le KGB n'a ménagé aucun effort pour en faire retomber la responsabilité sur l'opposition nationaliste arménienne qui réclame le droit de séparation par référendum de l'Arménie soviétique.

le rythme de la souscription a considérablement baissé depuis deux semaines la situation financière est dramatique souscrire ou mourir il faut choisir

c;p; milly-Lamartine	20,00
J.-F. D. Charnay-le-Mâcon	20,00
3 ^e collecte sur Mâcon	100,00
« L'Andouillette mâconnaise », bimestriel d'informations locales	80,00
Don pour votre lutte contre les QHS pour que vive « Rouge »	50,00
Claude, Saint-Etienne, pour que « Rouge » parle un peu plus de la LCR et moins de la secte OCI	100,00
C.R. Queige	100,00
J.-M. M. Orléans	175,00
H.B. Orléans	100,00
Bousquet	100,00
Arménie soviétique	100,00
Violences autonomes	100,00
J.-C. C. Sens	200,00
A.G. Le Havre	100,00
S.G. Le Havre	100,00
Georges Le Bris, syndicaliste centriste, chimie Le Havre	200,00

TOTAL DU JOUR 1 645
 ANCIEN TOTAL 1 266 995
 NOUVEAU TOTAL 1 268 640



• Les employés du service général du bureau de poste de Pontoise sont en grève depuis huit jours. Ils luttent pour que soit diminuée l'amplitude de travail au courrier départ. Amplitude qui atteint, à l'heure actuelle, près de 15 heures. Ils exigent par ailleurs que le samedi après-midi soit compensé, ce qui devrait se traduire par une réduction du temps de travail.

minorités nationales

entre l'exil
et le camp :
le peuple
baloutche

PERSECUTÉE par les autorités et l'armée pakistanaise, la minorité baloutche cherche son salut en Afghanistan. Mais quel salut ?

Un reportage de notre envoyé spécial

« Là-bas, c'est le mini-Balouchistan », me dit Azam Jan, en me montrant au loin les premières maisons basses à l'entrée de la vallée désertique. Après 30 km de piste dans le désert, nous arrivons au camp de réfugiés baloutches de Kalat I Ghilza.

Ils sont plus de 3 000 à s'être réfugiés en Afghanistan fuyant les bombardements et les massacres de l'armée pakistanaise entre 1974 et 1977. Ils sont 1 000 à vivre dans le camp de Kandahar, 1 500 dans celui de Kalat, rejoints après ma visite par 600 autres, ayant quitté le Balouchistan la dernière année de guerre. Parqué par l'ancien gouvernement afghan près de la frontière pakistanaise et n'étant pas officiellement reconnus comme réfugiés, ils ont été autorisés à s'installer à Kalat par le nouveau pouvoir de Kaboul. Mais depuis la fin du mois d'août, le gouvernement afghan a interdit formellement l'entrée des camps de réfugiés à tout étranger, même médecin.

Entre 1974 et 1977, des dizaines sinon des centaines de milliers de nomades baloutches ont été obligés de fuir leur pays pour échapper aux atrocités de l'armée pakistanaise, surtout dans les zones des tribus Marri et Bugti au sud-est de Quetta où se sont déroulés les combats les plus acharnés. Ceux qui ont échappé aux camps de « regroupement » de l'armée pakistanaise se sont pour la plupart réfugiés dans d'autres provinces pakistanaises, Sind ou Pendjab. Les 3 000 qui ont franchi clandestinement la frontière sous la protection des groupes de guérilla proviennent majoritairement de la tribu Marri. Mais surtout, ce sont souvent les familles des combattants ; celles qui avaient le plus à craindre des représailles de l'armée, même dans d'autres provinces du

pays, ce qui explique que l'ensemble des camps soient sous le contrôle du Front populaire de libération du Balouchistan.

« Mini-Balouchistan », je comprends vite ce que veut me dire avec fierté le grand Balouche assis à côté de moi dans la vieille jeep russe, les cheveux et la barbe déjà blancs et les mains tordues par l'explosion d'une bombe. Le « camp » s'étend en fait sur plus de 3 km, succession de hameaux, aux maisons basses en torchis et en branchages, difficiles à discerner de loin du sol de la même couleur. Suivant le nombre de réfugiés, chaque section ou sous-section s'est regroupée, tentant de recréer la vie collective du pays qu'elles ont quitté.

Les familles se connaissent, les liens ancestraux brutalement distordus ou rompus pendant la guerre peuvent ici se rétablir. Mais surtout, m'explique Azam Jan, cette organisation permet aux familles d'une même section de remplir ensemble le devoir sacré de l'hospitalité. Si des hôtes sont reçus, la dépense sera supportée par tous. Car tuer une chèvre ou un mouton n'est pas évident ici. Des familles qui autrefois possédaient de 50 à 500 moutons ne disposent plus ici que de deux ou trois bêtes, sinon rien du tout. L'armée a tout raflé, plus de 100 000 têtes de bétail dans la seule zone Marri, cherchant à détruire la base de subsistance des tribus et donc de la guérilla, si elle ne pouvait saisir les combattants.

« Mini-Balouchistan », le paysage est semblable à celui du pays qu'ils ont quitté : désert, gorges, montagnes. Ce qui explique la préférence des réfugiés pour ce camp où pourtant la vie est encore plus difficile que dans le camp de Kandahar, situé à l'intérieur même de la ville. La plupart des réfugiés étaient nomades, conduisant tout au long de l'année leurs troupeaux à la

recherche de rares pâturages. Obligés de fuir leur pays en ayant tout perdu, il leur est difficile de se faire à une vie sédentaire, et encore plus difficile fut de construire des maisons en dur pour se protéger d'un hiver assez rigoureux. Ceux qui vivaient dans des zones sédentaires ont appris aux autres. Pierres, sol et bois ont fourni les matériaux et aujourd'hui les maisons se succèdent le long de la piste.

Les « motbars » (chef de section ou de sous-section) nous ont rejoint et boivent le thé au lait sucré avec nous, installés au soleil sur les paillasses et les coussins. Ils sont une bonne douzaine pour ce camp, ayant tous dépassé la quarantaine, leur longue barbe teinte pour ne pas trahir leur âge, la tête à moitié enfouie sous leur imposant turban. Après le salut traditionnel où hôtes et invités échangent tour à tour et d'une voix rythmée les informations depuis qu'ils se sont quittés, les motbars m'expliquent le fonctionnement du camp.

Chaque adulte reçoit 1,50 F par jour (la moitié pour les enfants) du gouvernement afghan, ainsi que 20 kg de farine par mois, ce qui leur permet juste de survivre. Encore versent-ils une partie de cet argent au Front pour nourrir les 600 derniers réfugiés que le régime de Kaboul n'a pas encore accepté de prendre à sa charge, malgré ses nombreuses déclarations de solidarité. Tout manque dans le camp : pratiquement pas d'herbe pour les moutons, une eau rare et dangereuse pour la santé ; quant au bois de chauffage pour l'hiver, les femmes doivent souvent marcher plus de 5 heures pour le rapporter.

Aucun médecin n'est présent dans le camp, où pourtant les maladies sont nombreuses. Et si le gouvernement a envoyé deux enseignants, membres du parti, pour les 600 enfants du village, ces derniers n'ensei-

gnent qu'en pachtout ; langue que la plupart de leurs élèves ne connaissent pas auparavant. Un seul enseignant du Front, de la tribu Mengal, apprend aux enfants l'ourdou (langue officielle du Pakistan) et le baloutche. Comme dans le zones de guérilla, le front s'est efforcé de transcrire par écrit une langue qui n'était que parlée jusqu'à présent, en utilisant pour cela les caractères latins qui s'y prêtent mieux que l'écriture arabe, persane ou hindi.

Une société close

Tous les problèmes ou « délits » survenus dans le camp sont réglés par les réfugiés eux-mêmes, selon les coutumes baloutches sans aucune intrusion des lois ou de l'Etat afghan. Récemment, un homme a tué sa femme qu'il avait surprise avec son amant. Mais ce dernier a pu s'enfuir avant d'être abattu à son tour. La famille du mari réclame réparation et exige que le prix de la femme soit remboursé par la famille de l'amant pour faire la paix. Le prix courant est de 2 000 F, mais il veut plus. L'avis des dirigeants du front ainsi que des motbars responsables de ces familles est demandé. Mais devant l'assemblée, tous les hommes peuvent s'exprimer, parfois violemment, avant qu'un compromis soit accepté par les deux parties. Dans les coutumes baloutches, comme pachtout, la notion de punition ou de condamnation n'existent pas. Il s'agit que le déshonneur ou la perte matérielle qu'a subi la victime (en l'occurrence le mari) soit réparé par le versement d'une certaine somme pour que la paix soit rétablie. Le guerre et le travail du Front ont permis de maintenir et de renforcer la discipline à l'intérieur du camp ; cela malgré l'ennui et les tensions que crée une société close pour des nomades habitués à se

déplacer. « Auparavant, m'explique un motbar, il arrivait que des personnes refusent d'accepter les décisions de la « Jirgah », l'assemblée des hommes de la section. Aujourd'hui, dans les camps, comme dans de nombreuses zones où opère la guérilla, les vols ont cessé et surtout si un conflit surgit, les motbars peuvent séparer et retirer leurs armes aux adversaires, en attendant que le cas soit tranché par l'assemblée ou les dirigeants du Front bénéficiant d'une autorité reconnue par tous. »

Et c'est sans doute une des transformations les plus sensibles par rapport à l'organisation traditionnelle. Autrefois, les motbars disposaient d'un pouvoir quasi incontesté, même si la forme démocratique était respectée. Aujourd'hui, de nombreux motbars, morts ou achetés par le Pakistan, ont été remplacés par des membres du Front, souvent plus jeunes ayant acquis leur autorité durant les combats. Par ailleurs, l'organisation s'efforce de développer au maximum les aspects démocratiques de la structure tribale. Certes, toutes les formes de respect dues aux aînés sont maintenues, mais ces derniers exercent de moins en moins le pouvoir réel au sein de la société.

La guerre a également posé des problèmes nouveaux, qui ne pouvaient pas être résolus en faisant simplement appel aux coutumes traditionnelles. Par exemple, le Front ignore encore si environ 50 prisonniers baloutches, arrêtés par l'armée pakistanaise, sont encore en vie. S'ils sont vivants, femme(s) et enfants du mari continuent à vivre dans la famille de ce dernier qui doit subvenir à leur besoin. Dans le cas contraire, femme(s) et enfants doivent retourner dans la famille de leurs parents, et elles peuvent à nouveau être vendues comme épouse à un autre homme par le père.

Avec la guerre, les changements dans les mentalités



Dans la zone tribale Marri, la rencontre de plusieurs unités du Front populaire de libération du Balouchistan. (Photo D. R.)

et l'organisation de la société tribale se sont multipliés avec une rapidité étonnante. Au point que maintenant une part importante de la population (la majorité des Marri, une partie des Bugti et les Mengals) reconnaissent l'autorité d'une organisation extérieure au système tribal, même si elle s'est largement fondue dans son moule.

Et cela au moins autant qu'ils reconnaissent celle des Sardars et autres chefs traditionnels. Malgré cela, un des aspects traditionnels les plus réactionnaires de la société baloutche ne semble pas avoir connu la moindre mutation. Il s'agit de la situation des femmes. Pour l'étranger qui séjourna plusieurs jours dans le camp, entouré d'une amitié et d'une hospitalité plus que chaleureuses, les femmes sont tout simplement invisibles, inexistantes. A peine remarquera-t-il, tôt le matin, de petites colonnes de femmes, vêtues de rouge, partant chercher le bois. Il apercevra peut-être aussi une silhouette dans l'ombre en train de faire le pain, alors qu'il est invité dans une famille à manger le ghee, une sorte de beurre clarifié. Même les petites filles sont quasiment invisibles et ne jouent pas avec les garçons. Les dirigeants du Front reconnaissent que beaucoup de retard a été pris sur cette question mais aussi que c'est une des plus délicates. Dans ce camp, où le niveau de conscience politique est élevé, il n'y a pas encore une seule famille, qui en 4 ans, a accepté d'envoyer ses filles à l'école, malgré les nombreuses discussions qui ont eu lieu à ce sujet. Les dirigeants du FPLB pensent que seule la venue de femmes baloutches éduquées dans le camp pourrait permettre de lever le blocage. Les hommes n'acceptant pas que leurs filles soient enseignées par un autre homme. Mais la chose

Suite page 4

Suite de la page 3

n'est pas aisée. Quelques centaines de femmes baloutches, tout au plus, provenant des villes, ont une formation universitaire; encore ne sont-elles pas même membres de l'organisation étudiante nationaliste baloutche. Pourtant, m'explique Azam Jan, la situation a évolué plus sensiblement dans les zones de guérilla. Ce sont les femmes baloutches qui assurent à 80 % la logistique des camps et des groupes de guérilla, amenant nourriture et ravitaillement. Au début, nombreux étaient les hommes qui s'opposaient à ce que leurs femmes travaillent pour autre chose que leur famille, mais la guerre, les offensives et tentatives d'encercllement des zones de guérilla par l'armée ont vite imposé cette situation. Certaines fois, me dit un chef de groupe de guérilla, les femmes se sont toutes spontanément réunies et ont demandé que l'un de nous leur explique les objectifs du Front: « Nos maris et nos fils meurent, nous travaillons pour les groupes de guérilla, nous les nourissons, nous avons le droit de discuter pourquoi nous nous battons. »

L'honneur baloutche

Mohamed Khan était à la tête d'un groupe d'une cinquantaine de combattants, poursuivis depuis deux jours par une unité de l'armée, évitant les troupes hélicoptères qui cherchaient à leur barrer le chemin. Arrivant dans une zone où se trouvaient une centaine de nomades, il leur conseille d'évacuer la région avant qu'elle ne soit bouclée par l'armée. Mais, inconscients du danger ou par paresse, ils n'ont pas bougé. L'unité était commandée par un major renommé pour sa brutalité. Rassemblant tous les baloutches, hommes et femmes, il leur demande dans quelle direction est parti le groupe, par qui il est commandé. N'obtenant pas de réponse, il choisit un homme sur trois en âge de porter les armes, les aligne devant le peloton de l'armée et exige les renseignements en échange de leur vie. Ce n'étaient pas des combattants, mais l'honneur baloutche interdisait de parler. Un à un les hommes furent abattus devant les femmes, les vieillards et les enfants. Chaque fois qu'un corps tombait, le major renouvelait sa question, en pure perte. Les survivants ont été bouclés dans un camp de « regroupement » pendant deux mois avant d'être relâchés, leurs troupeaux confisqués et leurs maisons brûlées.

« Je les ai rencontrés à nouveau alors qu'ils se dirigeaient vers le Sind pour s'y réfugier, mon groupe avait pu dépister l'armée la nuit suivante. Nous nous sommes occupés de leur trouver quelques moutons, de la nourriture et un peu d'argent et je leur ai parlé pendant

plus de deux heures, leur expliquant les objectifs de notre combat, mais j'étais bouleversé; aucun d'entre nous n'avait imaginé une telle cruauté de l'armée possible et c'était la première fois qu'un tel massacre, de sang froid était perpétré dans cette zone contre non-combattants. J'essayais de les reconforter lorsqu'une vieille femme m'a interrompu: « Nous ne pleurons pas la mort de nos maris ou de nos fils. Ce qui importe c'est que vous ayez pu échapper à l'armée. » Posant sa main sur le ventre d'une jeune femme enceinte, elle poursuivit: « Tu vois, il peuvent tuer, mais d'autres fils viendront et continueront le combat. »

Jumma Khan m'explique que toutes les traditions pèsent sur la société pour empêcher la moindre émancipation des femmes et que surtout, tant que la base économique demeure inchangée, la femme constitue une valeur considérable pour les hommes ce qui explique qu'ils ne soient pas prêts à accepter que leur pouvoir sur elles soit remis en cause. Pourtant, lorsqu'en 1975-1976, le Front a projeté des films sur la guerre du Vietnam, montrant les femmes au combat, et qui remplissaient les mêmes tâches que les hommes, ces dernières se sont attirées le respect des baloutches, reconnaissant pour la première fois que les femmes pouvaient se battre.

Peu à peu l'image de la femme change. Les hommes dans certaines régions, acceptent souvent qu'une femme gravement malade soit soignée par un homme, ce qui aurait été impensable avant. Par ailleurs, ces dernières ravitaillent les combattants, des discussions ont lieu avec eux ainsi qu'au sein de la famille. Elles écoutent la radio, commençant à appréhender l'existence d'un monde extérieur, différent de leur, à bien des égards. Comme les hommes elles se sentent de plus en plus concernées par l'issue du combat qu'ils mènent, ressentent au moins autant qu'eux la nécessité de la médecine, de l'éducation des enfants. Pour l'instant la pression des femmes semble contenue au sein des familles; le Front l'encourageait-il, au risque d'entraîner d'importantes tensions dans la société, cela dans une situation difficile, ou attendra-t-il que les choses changent d'elles-mêmes?

Un terrain de foot

Tous les enfants du camp sont rassemblés autour de moi, sur le terrain de football improvisé.

L'un deux, mu nom de tous, souhaite bienvenue en anglais à « l'ami révolutionnaire français ». « Nous sommes réfugiés ici; nous ne sommes pas chez nous. Ici nous travaillons, nous étudions, mais nos mains peuvent tenir un fusil. Nous voulons nous battre contre la cruelle armée pakistanaise, nous voulons voir un Baloutchistan libre et

indépendant. Baloutchistan Zindabad (Vive le Baloutchistan).

L'atmosphère est sensiblement différente des meetings et des défilés qu'organise le PDP afghan pour soutenir les décisions du gouvernement et condamner les « traîtres » du moment. La spontanéité et la sincérité sont ici indubitables. Les enfants me posent des questions, me demandent si leur combat est connu en Europe, si des gens, opprimés comme eux, les soutiennent là-bas...

Ils demandent ensuite de parler à l'un des dirigeants du front.

L'enfant, âgé de 13 ans, parle avec véhémence: « Nous avons besoin d'éducation. Nous voulons apprendre pour pouvoir combattre. Mais ici, nous n'avons pas de livres, pas de crayons, pas de professeurs. Pourquoi ne fais-tu rien pour changer cela. » Et, le regardant dans les yeux: « Tes enfants vont à l'école, ils apprennent l'anglais. Nous ne pouvons apprendre que le patchouin ici, mais nous avons besoin de savoir parler anglais. » Silence. Samad Khan leur répond: « Ils sont les enfants de mon sang mais vous êtes tous mes enfants. Je fais tout ce qui est possible pour faire venir d'autres professeurs du Baloutchistan, ainsi que des livres. Mes fils ont appris l'anglais jusqu'à présent et ne peuvent changer au patchouin. Vous devez être patients. Vous êtes la part la plus précieuse de notre peuple. Les autres sont vieux ou le seront et ne pourront plus combattre. Vous être l'avenir du Baloutchistan, c'est pourquoi nous devons faire le maximum pour vous éduquer. Mais vous êtes plus de 400 ici et tout ne peut pas se faire aujourd'hui. » Le professeur, ancien étudiant à Quetta, appartenant à la tribu Mengal de Srawan-Jhalawan donne des cours de 7 h du matin jusqu'au coucher du soleil, mais c'est insuffisant.

Les hommes sont venus me saluer pour mon départ. Nombreux sont ceux qui portent leurs fusils, presque tous pris à l'ennemi. Vieux fusils britanniques datant de la Deuxième Guerre mondiale mais aussi quelques Kalatchnikoff et des G. 3 semi-automatiques. Tous veulent retourner dans les montagnes, mais le front, profitant du cessez-le-feu pour réorganiser les camps et l'infrastructure de la guérilla ne dispose pas d'assez d'armes et surtout de munitions. Regard de l'homme lorsqu'on lui dit qu'il est trop vieux maintenant pour combattre, qu'il ne serait qu'une charge, là-bas, dans les montagnes. Sa famille a été exterminée par les bombardements de l'aviation en 1975.

Dernier repas, invité par une section avec tous les dirigeants du Front et les motbars. Trois moutons ont été cuits, et rôtis au feu de bois, des mains qui se tendent, et la jeep me ramène sur la route asphaltée, en Afghanistan.

Frédéric Carlier

Cambodge

Radio-khmer rouge optimiste

La radio des Khmers rouges, la Voix du Cambodge continue d'avoir le moral. Hier, elle affirmait que Phnom Penh était « complètement encerclée » et que les troupes des Khmers rouges lançaient des opérations jusque dans certains quartiers de la capitale.

« Toutes les routes d'accès à la capitale sont coupées, ajoute-t-elle. La 4^e division

vietnamienne qui tentait une sortie pour briser le blocus de Kampong Chang — à 60 km au nord-ouest de Phnom Penh — a subi des pertes et a dû faire demi-tour, a poursuivi la radio des Khmers rouges.

Elle indique, d'autre part, que près de la moitié des régions sud-est du Cambodge, notamment les provinces de Takéo et Kampot, ont été « libérées ».

Les Vietnamiens ne contrôlent plus que la marché de Kampot, petite station balnéaire sur le golfe de Siam, à 300 km au sud de Phnom Penh, assure la radio. Des opérations se poursuivent avec succès partout ailleurs, note encore la Voix du Cambodge...

Les garnisons vietnamiennes encerclées attendent la mort, conclut-elle.

réquisitoire au procès de Klaus Croissant

Le procès de Klaus Croissant a repris hier à Stammheim, avec le réquisitoire du procureur Heissler. Dans quelques jours, auront lieu les plaidoiries et le verdict devrait être rendu public mi-février. Accusé de participation à une association criminelle, l'avocat de la RAF risque 5 ans de prison.

Le procureur a affirmé que toutes les charges pesant

sur Croissant avaient été clairement vérifiées. « Croissant, a-t-il déclamé, c'est le loup caché en agneau.

Il a soutenu une association terroriste (ce qui, en droit allemand, n'est pas du tout la même chose que « association criminelle » et est passible de 10 ans de prison), il a fait passer des messages secrets aux dirigeants de la

RAF emprisonnés, transmis des directives pour des attentats à l'explosif, des enlèvements, des prises d'otages. Il a trompé le public en évoquant les conditions de détention des prisonniers politiques allemands, en parlant de torture... » Bref, du classique. En attendant que la parole soit à Croissant.

Tom Jordan

Turquie

les tribunaux militaires ne chôment pas

« Après l'état de siège décrété fin décembre dans 13 villes de Turquie, suite au massacre de Kahramanmaraş, les démocrates redoutaient un nouveau mars 1971.

« Après un mois de calme relatif, où pourtant les six tribunaux militaires créés à la suite des événements ont arrêté près de 1 000 personnes, les commandements de l'état de siège passent enfin à l'action en dévoilant leur objectif qui est de réprimer les mouvements de gauche.

« Le 25 janvier, ils ont interdit la diffusion de 16 journaux révolutionnaires dont: "Devrimci-Yol", "Devrimci-Halkin-Yolu", "Devrimci-Halkin-Birliđi", "Kurtulus", "Roja-Welat", "Kawa", "Rizgari", "Halkin-Kurtulus". Les imprimeries ont été fermées.

L'état de siège est un pas vers une période qui débouchera sur un fascisme ouvert.

« C'est pourquoi l'Union des étudiants de Turquie en France appelle tous les démocrates à être prêt à faire face à la situation actuelle de la Turquie. »

Union des étudiants de Turquie en France
6, place St-Michel
75005 Paris

RFA

les crimes nazis seront-ils prescrits?

La majorité des Länder de RFA s'est prononcée jusqu'à présent contre l'abolition de la prescription des crimes nazis. Selon une enquête du deuxième programme de la télévision ouest-allemande ZDF, la population de six des dix Länder ouest-allemands, gouvernés tant par la CDU (droite) que par le SPD a pris position contre une telle mesure.

Par ailleurs, une enquête réalisée par un institut de sondages de Tübingen révèle que le nombre de citoyens de RFA opposés à la prescription des crimes nazis a augmenté fortement depuis la diffusion d'« Holocaust » à la télévision. Selon cette étude, 51 % des personnes interrogées prennent partie pour la prescription et 47 % contre. Selon une étude analogue réalisée au cours de la première quinzaine du mois de janvier, 65 % d'entre elles s'étaient encore prononcées pour cette mesure et 32 % seulement contre.

Le Bundestag doit trancher avant la fin de l'année le problème de la prescription pour meurtre, le seul chef d'inculpation applicable aux criminels nazis, le droit allemand ignorant les délits spécifiques de « crimes de guerre », ou « crimes contre l'humanité ».

Prorogé à plusieurs reprises, le délai avait été porté à 30 ans.

« Les chauffeurs routiers du Sud-Ouest de l'Angleterre ont décidé, dimanche, de mettre fin à leur grève de trois semaines, trois cents délégués syndicaux des camionneurs, réunis à Bristol, ont accepté de reprendre le travail aussi rapidement que possible et de laisser un tribunal rechercher un règlement à leurs revendications salariales.

Samedi, les chauffeurs routiers écossais ont accepté de ne plus installer de « piquets de grève secondaires » devant une cinquantaine d'entreprises ayant satisfait leurs revendications. Ces firmes ont signé un accord sur le paiement d'un salaire hebdomadaire de 65 livres sterling. En revanche, les employés des services publics ont commencé, lundi, une série de grèves tournantes dans tout le pays.

De violents affrontements ont opposé dimanche, à Londres, des manifestants anti-impérialistes irlandais et des contre-manifestants d'extrême droite. La police est intervenue et a arrêté 41 personnes.

Les manifestants commémoraient l'anniversaire du dimanche sanglant de 1972 à Londonderry (Irlande du Nord). Ils ont été attaqués par le Front national fasciste. Le 30 janvier 1972, treize personnes avaient été tuées à Londonderry, l'armée ayant tiré sur la foule dans cette ville en majorité catholique.

COURRIER

blanchir Hitler ?

« Chers camarades, « Je m'étonne que « Rouge », pas plus que « l'Humanité », n'ait jugé bon de consacrer une seule ligne à l'ignoble professeur Faurisson, cet apologiste de Hitler qui écrit impudemment que jamais Hitler n'a fait tuer personne en raison de sa race ou de sa religion (cf. « le Monde » du 29 décembre 1978). Cet individu qui signe « maître de conférences à l'université Lyon II » pour donner du poids à ses allégations (les jésuites des « Provinciales » créaient une « opinion probable » par l'autorité d'un « docteur grave ») assimile l'extermination de millions de juifs dans des chambres à gaz à une rumeur absurde et sans fondement (rappelez-vous « la rumeur d'Orléans » — antisémite il y a quelques années, M. Faurisson titre : « La rumeur d'Auschwitz... »).

« Les étudiants juifs de Lyon agissent contre cet individu pour le chasser de l'Université. Et les autres ? Et la Ligue ?

« Ci-joint, pour votre information, le texte intégral de la lettre dont j'avais demandé la publication dans « le Monde », mais dont seule la dernière partie a été publiée le 30 décembre. Pourtant la première partie explique clairement la signification de la campagne du sieur Faurisson.

« En espérant que votre silence ne durera pas, je vous envoie mes salutations communistes. »

P. S. Dans « le Monde » du 9 décembre, le Pr. Bernardet, président de l'Université Lyon II a décrit dans quelles conditions (dignes des « Hauteurs béantes ») le sieur Faurisson a été nommé au poste de maître de conférences d'une université de la 3^e ville de France.

« Les chambres à gaz n'ont jamais tué que des poux », a osé proférer l'ignoble Darquier, criminel épargné. Plus grave : dans divers pays, et même en France, il se trouve des individus, se targuant parfois de titres universitaires singulièrement octroyés, pour nier l'existence de ces chambres à gaz dans lesquelles ont péri des millions de malheureux.

« Et l'on peut craindre que, quand tous les témoins seront morts, des « historiens » de l'avenir, s'appuyant sur l'autorité des titres universitaires de ces faussaires, mettent en doute le plus grand génocide de l'histoire.

« Si, pour certains, cela peut se réduire à un moyen ignoble d'accéder à la notoriété, il y a une motivation logique à cette campagne.

« Il est difficile de nier que des millions de juifs ont disparu pendant la Deuxième Guerre mondiale : la quasi-totalité de la minorité juive de Pologne, forte de plusieurs millions, l'importante communauté juive de Salonique, etc. Ergoter sur le chiffre exact des victimes ne change rien au fond du problème.

« Nier les chambres à gaz a

une signification : elles ne pouvaient être construites sans l'ordre exprès de Himmler et la volonté de Hitler. Elles impliquent la volonté consciente des dirigeants nazis d'exterminer les communautés juives européennes (la « solution finale »).

« Rayer de l'histoire les chambres à gaz c'est prétendre que, si tant d'hommes, femmes et enfants ont disparu dans les camps c'est qu'ils ont été victimes des aléas de la guerre : les bombardements, le surpeuplement des camps, la faim, les vols et les brutalités des kapos et des gardiens, les épidémies... S'il reste des coupables ce sont les exécutants. Pas de chambres à gaz, pas de génocide ordonné par les dirigeants nazis : on blanchit Darquier, Pétain, Bousquet, Leguay, Eichmann, on blanchit Hitler et Himmler.

« Après guerre les criminels jugés se retranchaient derrière les ordres reçus, maintenant on blanchit les donneurs d'ordres. Les procès de Nuremberg, et bien d'autres, ont établi, juridiquement, les faits et l'on s'étonne de l'impudence d'individus qui évoquent « le droit de réponse » pour demander l'insertion de textes mettant en cause « la chose jugée ».

« Toutefois, pour l'édification de ceux qui n'ont pas vécu cette triste époque, je me dois de relever un impudent défi, paru dans vos colonnes, le 23 novembre 1978 : « Je défie quiconque de m'apporter le moindre commencement de preuve de l'existence d'une chambre à gaz. »

contact
avec la LCR

Nom

Prénom

adresse

10, impasse Guéméné
75 004, Paris



Rédaction-administration :
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722
Imprimé par Rotographie
à Montreuil

apprentissage

l'enseignement goulag

LES ministères de Travail et de l'Éducation nationale viennent de publier une série de statistiques sur l'apprentissage qui éclairent les projets du patronat et du gouvernement en matière de formation professionnelle et technologique.

Du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, le nombre des contrats d'apprentissage a augmenté de 21 %, passant de 117 302 à 96 772. Alors que les effectifs avaient baissé rapidement jusqu'en 1974/1975 (diminuant de moitié en dix ans), la tendance s'est inversée depuis. L'augmentation a été très forte en 1977/1978 du fait de l'effet stimulateur du pacte national pour l'emploi des jeunes.

L'application de la loi Royer qui permet l'entrée, sur dérogation, dès 14 ans dans une classe préparatoire à l'apprentissage, entraîne un rajeunissement des apprentis : 62 % ont seize ans en 1976, contre 59 % en 1974.

Le temps de formation se raccourcit : en 1974, 13 % des contrats étaient de trois ans, en 1976 il n'y en a plus que 5 %. Ceux qui échouent au CAP demandent rarement le prolongement de leur contrat : 13 % seulement, alors que le pourcentage d'échec continue d'être considérable puisqu'il atteint 65,4 % (contre 36 % pour les élèves des CET/LEP).

On assiste à une mainmise des organismes privés sur les CFA. En 1973/1974, 33,1 % des apprentis étaient dans un CFA géré par un organisme privé, en 1977/1978 ils sont 43,3 %. 78,2 % du total des apprentis sont dans des CFA gérés par des organismes privés ou des chambres des métiers ; 6,4 % sont dans des CFA gérés par des chambres de commerce et d'industrie. Les cours gérés par les municipalités sont eux en baisse constante.

Mais ce que montrent aussi les statistiques, c'est la liaison de l'apprentissage et de la petite entreprise : 77 % des apprentis sont dans des entreprises de moins de 10 salariés. C'est le secteur des métiers qui bénéficie le plus du développement de l'apprentis-

sage (● 26 %, contre + 14 % pour le secteur industriel et commercial). C'est que les apprentis sont destinés pour l'essentiel à aller travailler dans le secteur de l'alimentation, dans la mécanique auto, dans le bâtiment, ou dans la vente.

Ces statistiques montrent comment le développement des CFA, de l'apprentissage classique, ne peut suffire à satisfaire la volonté du patronat de contrôler la formation technologique.

Le bâtiment donne l'exemple

Et il est vrai que certains secteurs de l'apprentissage sont remarquablement organisés et terriblement efficaces. Ainsi les 80 CFA du bâtiment sont regroupés dans un comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des tra-

L'apprentissage actuel est adapté à la petite entreprise. S'il doit donc être pris comme modèle, par sa fonctionnalité aux besoins des « entreprises », le patronat a besoin d'un autre système de formation adapté au mode de fonctionnement des grandes entreprises : c'est le projet des Instituts techniques professionnels, tel qu'il a été exposé au colloque du CNPF de la fin novembre.

Si l'apprentissage reste un modèle, c'est parce qu'il est systématiquement organisé autour de l'enseignement en « alternance » qui devient la pierre de touche de toutes les batailles du patronat pour la réorganisation du système de formation.

vau publics qui a sa propre pédagogie, un corps enseignant ultra-hiérarchisé et... beaucoup d'échecs au CAP. On s'en console en expliquant carrément que l'objectif de la formation n'est pas la réussite à l'examen mais de « prépa-

rer à la vie professionnelle, familiale et sociale ». Il n'y a ni programme ni manuel. Toute la vie des apprentis dans ces CFA (et tout est fait pour qu'ils soient inter-nés) est organisée de A à Z pour que « les jeunes ne soient jamais livrés à eux-mêmes », pour qu'à chaque instant « ils soient encadrés ». L'organisation de l'emploi du temps doit permettre que le jeune apprenti « soit occupé en permanence et ne sorte jamais de l'établissement ». Ainsi le CFA du bâtiment de Laon se félicite publiquement d'un résultat terrifiant : en quatre ans il n'y aurait eu qu'un seul cas d'indiscipline. Dans les projets du comité central de formation, il y a la mise en place d'un « service de suite » qui permettrait de collecter et centraliser les informations sur l'apprenti (vie familiale, sociale, etc.).

Voilà le parfait goulag auquel rêvent les patrons.
Philippe Andréa

● Les informations sur les CFA du bâtiment sont pour l'essentiel extraites du numéro 356/357 de la revue « l'Éducation ».

pourquoi ? comment ? pour quoi ?

Voici un ouvrage collectif, de militants qui se sont attaqués à un vaste travail théorique, indispensable à leurs yeux, pour éclaircir la situation et contrebalancer l'activisme qui domine tous les groupes politiques, empêche chacun de regarder chez le voisin et donc d'avoir une vue d'ensemble.

Notre propos vise à rappeler le pourquoi et le comment des buts, forces et moyens des communistes, et la nécessité, dans cette période où les flottements vont bon train, de les préciser. Ces flottements se manifestent par un émiettement politique et de multiples programmes à la carte. Face à cela, le livre met en avant les trois courants principaux que le marxisme doit combattre : les relativistes, les dogmatiques, les métaphysiciens classiques. Une partie importante est consacrée à réarticuler les

lois fondamentales de la dialectique, autour de la lutte-unité des contraires, tout en montrant le point essentiel sur lequel la dialectique de la nature se sépare de la dialectique de l'histoire, et on trouvera une annexe historique qui concrétise certains points développés.

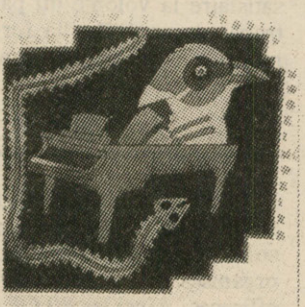
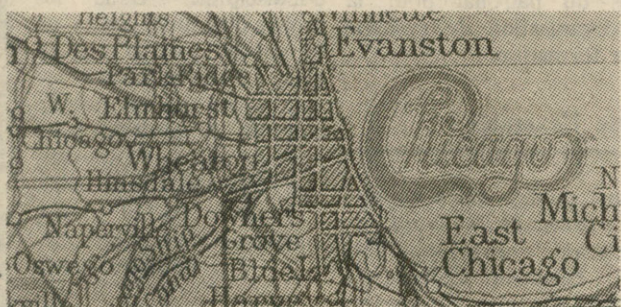
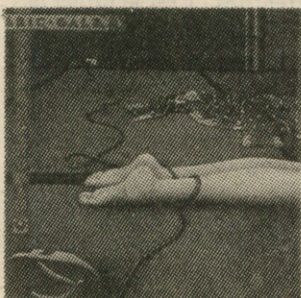
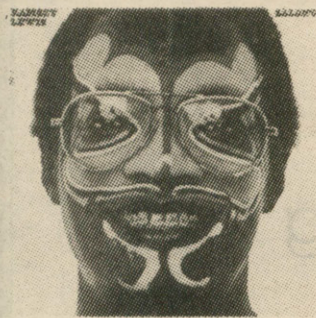
C'est dans ce cadre que l'on peut délimiter et mobiliser les forces révolutionnaires autour de buts précis, expliquant la dimension et les limites de « la domination en dernière instance » de l'économie et à partir de là, l'importance des luttes au niveau des superstructures, pour parvenir à une société où tous les producteurs doivent être « égaux devant les moyens de production », stade indispensable, en plus de l'abolition du salariat et de celle des rapports marchands, pour réaliser le communisme, premier

mode de production où tous les hommes peuvent effectivement faire leur histoire.

La forme très dense, qui apparente ce texte à des thèses, demande une lecture attentive, mais accessible à tous, et représente, avec la bibliographie détaillée par niveaux et questions, un parti-pris délibéré des auteurs pour lutter contre un aspect fondamental de l'oppression capitaliste, trop souvent laissé de côté : la division du travail, sous toutes ses formes.

C. Broux

« Pourquoi ? Comment ? Pour quoi ? »... Contribution à la conception communiste du monde. Camille Broux. Edition, les Imprimeurs libres. En vente 16 F dans les librairies politiques ou ayant un rayon politique en France, Belgique, Suisse, Canada, ou correspondance : les Imprimeurs libres, 14-16, passage des Soupirs 75020 Paris, 16 FF.TTC et port inclus.



pochettes de disque sur murs très blancs

Lorsque vous achetez un disque, le nom du groupe conditionne quelque peu votre choix, si la pochette est mignonne, cela n'en est que mieux, mais pas primordiale. Bref, le contenu l'emporte... ce qui vaut mieux. Une fois chez vous, juste avant le moment intensément jouissif de la découverte de cette chose nouvelle, galette noire où s'inscrivent bons nombres de grands plaisirs, vous caressez légèrement la photo ou le dessin qui accompagnent cet instant musical. Histoire de connaître le nom des morceaux, des musiciens et quelques textes, puis vous passez à autre chose, vous classez (par ordre alphabétique, la plupart du temps, quoique un de mes très bons amis préfère selon le numéro de sécurité sociale de l'artiste...), de temps en temps vous ressortez mais vous ne regardez plus, vous vous contentez d'entendre.

Et bien c'est un tort. L'exposition qui se déroule en ce moment à la galerie « Nouvel Observateur », « Discographia », réunissant un

choix des cinquante meilleures couvertures de disques, met en valeur cette chose que nous reléguons dans nos discothèques sans trop y prêter attention : les pochettes de disque. Un produit qui se justifie en soi, dont la seule qualité, la seule présence permet la comparaison avec les peintures ou les dessins des plus grands. C'est peut-être dans ce domaine que les « designers » ont réussi le mieux leur but : synthèse de ce qui est dans l'air, reflet d'une culture à l'emporte-pièce, soupçon de modernisme et efficacité commerciale.

Alignées sur un mur, ces pochettes apparaissent très vite comme faisant partie de notre univers culturel. Prenez, par exemple, la pochette du disque de Joplin illustrée par Crumb : d'un côté vous avez le pop'art, de l'autre la BD, le tout pour une chanteuse blanche à la voix noire, parlant sexe, défonce et misère quotidienne. Vous avez aussi les images mythiques d'un Dylan posant pour un Rimbaud enrhumé. Egalement les fines ciselures du logo de Chicago,

préciosité chargée. L'extraordinaire portrait de Tom Rush, gravé sur les planches d'une palissade.

Comme l'album de famille feuilleté sur la table de la cuisine, sauf que là nous sommes quelques milliers de la famille. Vous regardez et en même temps vous entendez : mais si rappelez-vous, ce disque-arnaque de Johnny Winter, les cheveux au vent, qui n'avait que trois faces... Un seul regret, que l'exposition s'arrête à la période post-psychédélique et ignore superbement le graphique punk ou new-wave (mm... le premier trente-trois tours de Blondie).

Et maintenant, nos instants sont exposés sur papier glacé, l'esthétisme est là et on admire : notre période acide n'est que belle photo mauve. Serions-nous contents de nous ? Au moins nos salons sont design. Merci CBS.

Yann Plougastel

Jusqu'au 24 février à la Galerie « Nouvel Observateur »/Delpire, 13, rue de l'Abbaye, Paris VI*, du mardi au samedi de 13 h à 19 h.

du country-rock ensoleillé et français

Jamais un groupe français n'a bénéficié d'autant d'heures de studio pour réaliser un album, et jamais un groupe français n'a réussi son affaire aussi bien du premier coup. Oh, bien sûr, les types de Bonneville n'ont pas inventé la poudre, leur truc, leur univers, c'est le sud des Etats-Unis, style Joe Walsh ou Eagles,

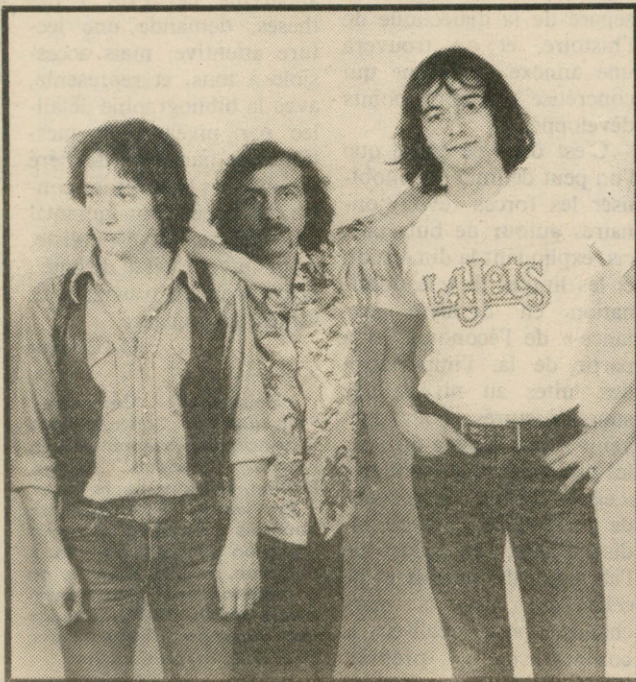
sauf qu'ils sont originaires de la banlieue-est et ont des gueules de titis bien parisiens. Mais le disque, c'est autre chose, d'abord cette fabuleuse pochette, bagnole américaine sur fond de sable et de mer Pacifique. La classe au premier coup d'œil, après la musique ne fait que confirmer une sensation. Du country-

rock bien juteux, bien ensoleillé où les amateurs de Poco ou de Pure Prairie League retrouveront leur dada favori, sous fond de pédal-steel guitar. Disque d'atmosphère où les guitares se taillent la part du lion, que ce soit dans les ballades ou les morceaux plus rock. On aurait pu craindre un simple décalque de ce qui se fait là-bas, la force de Bonneville, c'est d'avoir réussi une complète identification à cette musique qui, contrairement au rock new-yorkais, ne trouve pas chez nous de véritables références culturelles. Si bien que nous avons ici un vrai disque de country-rock, fait par des fans de country-rock et non pas de la musique yankee faite par des Français, et qui peut aussi bien se vendre à Los Angeles qu'à Paris.

Lors de l'enregistrement de « Chorus », contrairement à « Siouxsee and the Ban-shees », ils obtirent plusieurs rappels, on vit les punks s'en aller tête basse, le talent venait de parler, la musique ça ne s'improvise pas. Croyez-moi, on parlera encore de Bonneville lorsque Siouxsee se sera converti en tireuse de tarots.

Y. P.

Bonneville, « Here and Dare », RCA PL 37 222.



voir le loup, le renard, et la belette

La tasse, complète, personnelle pour parler de Malicorne, les folkeux ont tous pris la tangente, il n'y a plus que moi, jeune fille chic et funky, pour vous engager à aller au concert que ce groupe donne ce soir au Stadium. Très honnêtement, je n'écoute pas à longueur de journée « J'ai vu le loup, le renard et la belette », pas vraiment branchée sur ce folk new-look qui met un peu d'électricité dans ses vieilles moyenâgeuses. Bon, mais, comme ça, en passant, entre un Elvis Costello ou un Moon Martin, le groupe de Hugues de Courson offre une halte rafraîchissante. Style : ô



puissiez vous replier dans votre manteau afghan et mettre votre dernière robe gitane mauve, ben vous irez voir Malicorne. Le seul mec en cuir, ce sera Paris, la seule nénette en short ce sera moi : avant, on aura été voir Stéphane Grapelli qui passe au Théâtre de la Ville. Peace and mauve.

Ursula Andress



instant suspends ton vol... Jolies mélodies, arrangements pas trop ringards : c'est vrai que ça fait un peu musique catho, bon ton, bon genre (y a Alain Paris qui me susurre que « les mauves », nouveau concept désignant la faune des militants écolos-nucléos-lazarcos-gauchos en sabots, copainzet copines qu'on des problèmes pour z'instituer des rapport différents zécool, ben eux, y adorent Malicorne et que vraiment ça les branche un max... nous on porte que du cuir, alors hein...). Bref, si vous voulez passer une soirée où les vibrations glissent le long des cheveux blonds de votre copain/copine, où vous



Malicorne, 20 h, au Stadium, 66 avenue d'Ivry, métro Tolbiac. P.S. : Carol Baccalm susurre que Kenny Wheeler Quartet au musée d'Art Moderne, le 31 janvier, c'est pas mal non plus. Shure !

musique

Thollot et Breuker

deux disques importants de la nouvelle musique européenne

LA nouvelle chose vient-elle de l'Europe ? Deux disques : « Syncope » de Jacques Thollot (« Free Bird Fly oos »), « Les Tambours dans la nuit », musique pour la pièce de Bertold Brecht par Wilhem Breuker (BVHAAST 13) tendent à le prouver.

Des disques clef, il y en eut quelques-uns, de ces disques qui font qu'après cela rien ne pourra plus être pareil, qui vous claquent en pleine face et qui semblent dire « attends, c'est pas fini » et vous, vous êtes là sur le cul en vous demandant : « Mais que peuvent-ils faire de plus ? » Et puis, le coup d'après, c'est encore la baffa. Ça a dû nous faire ça à tous avec Coleman, Coltrane, Boulez ou Berio. Le présent enregistrement de Jacques Thollot semble être cela. Cette suite de morceaux entrecoupée par de courtes pièces charnières, dont les formes sont très différentes, pourrait bien être la définition d'une nouvelle esthétique. Loin des emprunts, des redites, de l'esbrouffe, la musique de Thollot s'affirme avec autorité comme une unité qui ne vient de nulle part ailleurs que de lui-même.

Le choix des musiciens, qui ont tous en commun les pratiques multiples, est assez révélateur. François Jeanneau, avec ce disque, se montre un soprano à citer auprès des plus grands (Steve Lacy, Evan Parker) ; Michel Graillier s'intègre parfaitement à l'univers de Thollot avec une précision et une rigueur bien plus grande que dans ses propres enregistrements ; le deuxième pianiste, François Couturier, nouveau venu, ne joue ni du Jarret ni du Bill Evans mais possède un style pianistique inouï qui fait de lui le pianiste français peut-être le plus intéressant depuis Solal ; Jean-Paul Celea, impressionnant contrabassiste, alliant une sonorité unique avec une perfection de jeu incroyable ; Elise Ross (de l'Ensemble inter-contemporain), une des voix les plus en écoute, spécialiste de Bério, Schönberg, Richard Strauss ou Kurt Weill, devient sans doute avec ce

disque une spécialiste de Thollot ; il ne reste qu'à mentionner le flûtiste américain Chris Hayward, présent sur deux plages, lui aussi d'expériences fort différentes.

Ne laissez pas passer ce disque réalisé par de grands créateurs des années soixante-dix et écoutez-le souvent en attendant la prochaine grande claque de Thollot.

A l'écoute des « Tambours de la nuit », on pourrait se demander si Wilhem Breuker ne serait pas, après Hans Eisler et Kurt Weill, le troisième « musicien de Brecht ». Nullement influencé par Eisler et Weill, c'est plus le fait de travailler avec et pour le théâtre qui amène de façon flagrante la comparaison entre les trois hommes, comme le fait par exemple de s'être rendu compte que les acteurs étaient amenés à chanter.

Wilhem Breuker laisse ici une œuvre accomplie et importante, plus intéressante encore que le travail avec son propre orchestre. Son orchestre qu'il a ici intégré avec de larges sections de cuivres et de cordes et quand il écrit pour les cordes, Breuker ne fait ni dans le Darius Milhaud, le Ravel ou même l'Eisler, il ne joue que lui-même. Breuker non seulement joue la musique mais la met aussi en scène et c'est ce qui le fait (en partie) se rapprocher tant de l'esprit de Brecht, la dérision (« la Valse de la bourgeoisie »), le désespoir (« Spartacus »).

Il est bien possible à l'heure où l'on parle un peu trop de musiques américaines qui ne sont peut-être en fait que des formes héritées, que la grande leçon vienne de l'Europe. Ces deux disques de Thollot et de Breuker en sont une preuve flagrante.

Jean Roche

RDV

• Solidarité avec les immigrés

A Sevrans (Seine-Saint-Denis), 15 jours de solidarité avec les immigrés : le centre culturel communal de Sevrans organise du 30 janvier au 11 février, une quinzaine d'animation cinématographique artistique sur l'immigration. Des chanteurs et groupes de tous les pays (Paco Ibanez, Djurjura, Andréou, Ballets d'Afrique noire). Des films : « Femmes immigrées », « Nationalité immigrée », « L'autre France », « Omar Gatlato ». Des expositions. Une journée porte ouverte avec le foyer Sonacotra de Sevrans. Des débats sur l'immigration. Une animation sur les écoles, CES de la ville.

• Etre aux Halles et croire que le métro ressasse une attente...

En ce moment au Forum des Halles (rue Pierre-Lescot, métro Châtelet ou Halles), il se passe pas mal de choses intéressantes. A 20 h 30, et jusqu'à 18 février (sous le chapiteau, et le dimanche à 18 h), le Cuarteto Cedron. Au Petit Forum, à 18 h 30 jusqu'à 3 février, Anacrusa, un groupe latino-américain, qui a été voir du côté du jazz cool ce qui s'y passe, et donne ainsi une musique bien reposante et bien mélodique. A 20 h 30, jusqu'à 18 février, Chant profond juif, un spectacle d'Eve Griliquez, « Chant profond juif » des poèmes et des chants de la Méditerranée et de l'Europe de l'Est.

• Un certain art anglais

A l'occasion de l'exposition « Un certain art anglais », le Musée d'art moderne de la ville de Paris organise jusqu'au 28 février une série de manifestations musicales, poétiques et cinématographiques. En fin d'après-midi ou en soirée sont présentés des concerts de musique contemporaine avec le concours du contrebassiste Barry Guy, du Nash Ensemble et des concerts de jazz par le pianiste Gordon Beck, le trompettiste Kenny Wheeler et le groupe Eddie Prevost Band. Des poètes anglais comme Paul Buck, Andrew Motion, Anthony Barnett, ou J. F. Cariou, lisent leurs œuvres. Neuf programmes proposent enfin un choix de films représentatifs du cinéma d'avant-garde en Grande Bretagne.

• La galère musicale française

La municipalité de Saint-Ouen et l'Association culturelle audonienne ont le plaisir de vous inviter à l'exposition « La France et sa galère » (difficultés techniques, financières et matérielles des groupes et musiciens français) à la Bibliothèque-discothèque municipale (10, place de la République, 93 400 Saint-Ouen, tél : 606.47.25). L'exposition est ouverte jusqu'au 28 février. Nous en reparlerons.

les héros n'ont pas froid aux oreilles

Peyrefitte aux Dossiers de l'écran à 20 H40 sur A2

Dans sa course au réarmement psychologique le camp bourgeois qui avait eu si chaud aux oreilles l'an passé, a trouvé depuis quelques mois en l'indigne personne d'un homme aux grande esgourdes l'un de ses armuriers les plus actifs. Le temps est aux reprises en main. Et la contestation de la justice forme dans le gosier de la bourgeoisie une arête dont l'élimination exigera l'ingurgitation de tonnes de mie de pain et kilomètres de couleuvres : les images pieuses de « démocratie libérale avancée » chère à Giscard d'Estaing, la justice doit maintenant sortir de la sphère de la discussion politique et l'appareil judiciaire, revenir sans conteste entre les mains de qui de droit.

La bataille est excessivement difficile. Peyrefitte est en première ligne. L'académicien ne laisse à aucun plumitif le soin de défendre son action ; huit jours durant, du 9 au 14 janvier, il s'est fait journaliste dans les colonnes du « Monde ». Ce soir encore, aux « Dossiers de l'écran », il se fera son propre « public relation » avec le concours d'une quarantaine de Français moyens soigneusement sélectionnés par la SOFRES.

On sait déjà — il fallait s'en douter — que les questions porteront sur la peine de mort, la « légitime défense », « la violence » de nos villes et campagnes (rats des villes et rats des champs), l'étanchéité des taules (en mots choisis : « l'hypothèse d'un lieu de détention rendant impossible toute évasion », en mots crus : la réouverture des bagnes). Bref, devant cette conspiration de la trouille, Peyrefitte devrait être à son aise.

Il paraît tout de même que le film d'une demi-heure qui ouvrira le « débat » donnera aussi la parole au Syndicat de la magistrature et aux opposants de la politique du garde des Sceaux, ces maudits saboteurs.

Une question à cent balles et trois tours de clé : Peyrefitte a-t-il une plus grande marge de manœuvre qu'en son temps Marcellin ? Pour être sûr du contraire : vigilance !

Jean Semperay

l'odyssée sous marine de l'équipe Cousteau

ultimatum sous la mer

à 20 H35 sur TF 1

EN juillet 1974, au sud d'Otrante, le cargo yougoslave « Cavtat » fut abordé par un navire panaméen et coula par 90 mètres de fond, dans l'Adriatique, à 3 miles des côtes italiennes. Il avait à bord 900 bidons, soit 300 tonnes, de plomb tétraméthyle, produit redoutablement toxique, habituellement utilisé comme antidétonnant dans l'essence automobile.

Ce film, dont la réalisation est due à l'infatigable Cousteau et dont les commentaires sont lus par Georges Wilson, est l'histoire du combat mené par le juge provincial Maritati pour obliger les autorités italiennes à entreprendre le difficile sauvetage de cette cargaison empoisonnée qui risquait de provoquer une catastrophe écologique sans précédent dans leurs eaux territoriales.

Mais la victoire de Maritati n'est pas complète. Il reste encore 10 % de la cargaison au fond de la mer, 90 bidons dont la résistance à la corrosion sous-marine est aléatoire...



10.00 Télévision scolaire. 12.15 Réponse à tout. 12.30 Midi première. 13.00 Journal. 13.45 Le regard des femmes. 18.00 A la bonne heure. 18.25 Pour les jeunes. 18.55 L'étang de la Breure (feuilleton). 19.10 Une minute pour les femmes. 19.20 Actualité régionales. 19.45 C'est arrivé un jour. 20.00 Journal.

• 20.25 « Ultimatum sous la mer » Dans la série « l'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau ».

• 21.35 Livres en fête, à propos de Marguerite Yourcenar (qui sera absente), Jean-Louis Curtis, Pierre Emmanuel, René Ehni, Cécil Saint-Laurent, Jean-Marce Soyoz, François Nourissier, et Juliette Gréco.

• 22.50 Ciné première : le directeur du théâtre de Chaillot, Perinetti, parle de deux films : « la Fureur du danger » de Hal Needham, et « Martin Lea » d'Alain Cavalier.

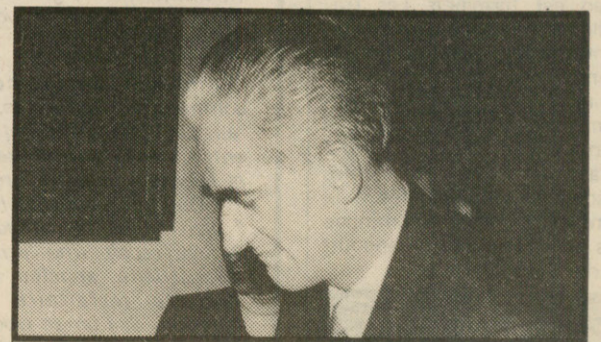
23.20 Journal.



12.00 Quoi de neuf. 12.15 Poigne de fer et séduction (série anglaise). 12.45 Journal. 13.35 Télévision régionale. 13.50 Le pèlerinage. 14.00 Aujourd'hui madame : « acheteuses et vendeuses », avec la secrétaire fédérale des employés CGT, un petit commerçant et le directeur d'un grand magasin. 15.00 Formation continue. 17.25 Fenêtre sur un panorama du court métrage. Première d'une série de huit émissions consacrées aux différents aspects du jeune cinéma, du cinéma de recherche et du court métrage. Pour cette première émission, un petit tour du côté de Lille où se tenait le mois dernier le Festival du court métrage. Paulo Paranagua nous avait précédés sur les lieux et les avait trouvés désertiques. Avec Pierre Clémenti, le réalisateur Jean-Daniel Simon, les producteurs de courts métrages André Valio et Pierre Braunberger, etc. 18.00 Récité A 2. 18.35 C'est la vie. 18.55 Des chiffres et des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 Top club. 20.00 Journal.

• 20.40 Les dossiers de l'écran : Peyrefitte en pitre grave

23.30 Journal



18.00 Télé-promotion rurale. 18.30 Pour la jeunesse. 18.55 Tribune libre. 19.10 Soir 3. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Télévision régionale. 19.55 Il était une fois l'homme. 20.00 Les jeux de vingt heures. 20.30 Le Trésor des montagnes bleues : un western produit par une partie de l'OTAN : la France et l'Allemagne. Aucun intérêt. 22.05 Soir 3.

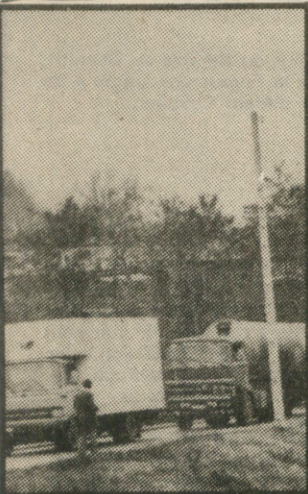
Renault

licenciements massifs

C'EST aujourd'hui que la direction de Renault-Véhicules industriels (Berliet-Saviem) doit annoncer officiellement en comité central d'entreprise une nouvelle charrette de licenciements.

Selon la CGT, ces licenciements concernent 167 cadres et 706 employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM). Toujours selon la CGT, la direction aurait l'intention de procéder à 1 200 nouveaux licenciements d'ici 1980 ce qui porterait à environ 3 000 les emplois supprimés en un an. A ceci, il faut ajouter les 4 000 emplois supprimés depuis 1974.

« C'est un plan de destruction de l'outil de travail, dit la CGT qui poursuit : à ce plan, il faut ajouter un projet de règlement intérieur féodal et une déclassification quasi systématique. Face à cet ensemble de mesures prises au coup par coup, nous envisageons une riposte globale et unitaire des travailleurs. Les syndicats, conclut la CGT, ont proposé une série de mesures industrielles et économiques en fixant l'objectif de reconquérir le marché national à 55 %. C'est sur ce plan-là que nous nous battons. » On peut se demander si l'axe de bataille est très mobilisateur...



A l'annonce de ces licenciements, des débrayages ont eu lieu, notamment à Ponts-de-Saint-Priest, à Suresnes, à Blainville et Vénissieux.

D'autre part, la grève des travailleurs de Renault-Saint-Ouen est terminée. Les travailleurs n'ont pas obtenu la réintégration de Gilles B. licencié pour cause de maladie mais, trois nouveaux licenciements, prononcés dans le même département (SODM) à Billancourt et pour les mêmes raisons ont été annulés à la suite d'une action commune des travailleurs de Billancourt et de Saint-Ouen.



parlement européen

le PCF ne veut pas « être contraint » d'être dans le même groupe parlementaire que le PCI

Décidément « l'Europe des travailleurs » dont nous parle le PCF a des couleurs

bien nationales. On avait déjà un haut-le-cœur devant l'affiche chauvine collée à Paris contre « l'Europe allemande ». Mais ne voilà-t-il pas que le PCF ne prétend pas défendre seulement les frontières nationales de « son » pays, mais également de son parti. C'est F. Wurtz, secrétaire particulier de

Georges Marchais, qui l'a annoncé en lançant la campagne européenne du PCF en Alsace.

« Nous souhaitons, a-t-il dit, être dans un groupe politique à part, à moins qu'une contrainte administrative ne nous oblige à cohabiter avec le PCI dans le même groupe ». Il a précisé que les élus du PCF prendraient leur distance de leurs camarades du PCI qui, rappelons-le, sont favorables

à une très grande intégration européenne et à l'élargissement du Marché commun.

Côté cour, on parle donc de l'Europe des travailleurs et de solidarité internationale, côté jardin on cultive la nationalisation à outrance. Les députés communistes du PCF à l'Assemblée européenne pourraient peut-être demander à s'inscrire à un groupe des partis « français » ?

Dassault-Bordeaux

mobilisation pour la création d'emplois

A l'usine Dassault de Martignas, près de Bordeaux, où est fabriqué le Mirage F1, la direction a décidé de faire exécuter une partie de la production en sous-traitance dans une usine de Tarbes. Pour ce faire, elle a commencé à déménager une partie du matériel (outillage, plans, etc.).

Face à cela, les travailleurs se sont mobilisés et, réunis en assemblée générale vendredi dernier, ils ont décidé de poser le problème en termes d'emploi. En effet, depuis plusieurs années déjà, la direction se refuse à embaucher et préfère engager des travailleurs intérimaires. situation contre laquelle les sections CGT et CFDT se sont toujours battues, exigeant l'embauche définitive des travailleurs en question. On voit d'ailleurs à

cette occasion ce que valent les engagements du Plan Aquitaine de Chaban qui prévoyait la création d'emplois dans les usines Dassault. Les travailleurs ont calculé que si le travail que la direction veut faire faire en sous-traitance était réalisé par Dassault cela devrait se traduire, en termes d'embauche, par la création de 250 postes de travail sur les deux usines de Bordeaux : Martignas et Mérignac.

L'assemblée générale des travailleurs a décidé l'occupation de l'usine pendant le week-end afin d'empêcher le déménagement du matériel.

Dimanche matin à 5 h, sur appel de la direction, les gardes mobiles sont venus chasser les travailleurs de leur usine. Le matériel a pu ainsi être déménagé conformément au projet patronal.

Mais, dès hier lundi, les travailleurs ont renforcé leur mobilisation : manifestations et assemblées générales se sont déroulées dans l'usine. Avec la venue massive des travailleurs de Mérignac à Martignas, c'est une assemblée commune aux deux entreprises qui a pu se tenir.

Cette assemblée a décidé d'une lettre ouverte à la maîtrise, accompagnée de démarches individuelles, afin de lui reprocher d'avoir accepté d'organiser l'opération de déménagement du matériel.

C'est un appel à toutes les usines du groupe Dassault et à l'aéronautique qui a été lancé par les travailleurs de deux usines de Bordeaux. Une manifestation est prévue pour mercredi.

des femmes obligées de serrer la ceinture

« Perdre 2 000 F de salaire pour la naissance d'un enfant, est-ce possible ? »

« Oui, en particulier à la direction de la prévision du ministère de l'Economie, et c'est un cas que nos sections syndicales CGT et CFDT, trouvent suffisamment significatif pour être porté à votre connaissance. »

« Pour comprendre comment en arriver là, il faut partir de la distinction entre agents aux heures et agents à la forfaitaire. »

« Quand on dépasse le 8^e échelon de la catégorie B, on reçoit une prime trimestrielle appelée indemnité forfaitaire de fonction. Si l'on se trouve en-dessous de cette limite dans la hiérarchie on reçoit chaque mois une somme égale à un certain nombre d'heures supplémentaires. »

« Dans les deux cas il s'agit là de compenser

forfaitairement les heures effectuées en plus du temps légal de travail. On a là un exemple parmi tant d'autres des multiples primes qui servent à diviser le personnel en faisant de chaque traitement un cas d'espèce et à étirer l'échelle des revenus, l'administration jugeant sans doute que celle qui résulte de l'indemnité n'est pas assez inégalitaire. »

« Dans les deux cas aussi, les heures supplémentaires sont la plupart du temps fictives : elles constituent, quelle que soit leur appellation, un complément de salaire, et c'est pourquoi nos syndicats demandent qu'elles soient intégrées au traitement. »

« La seule différence, et elle est de taille, est que les heures supplémentaires, malgré leur caractère fictif, sont supprimées en cas de congés payés, de congé pour

maladie, maternité ou garde d'enfant malade alors que l'indemnité forfaitaire de fonction est conservée. Voilà comment Mme F. a perdu 2 000 F de salaire, soit le double de l'allocation versée à la naissance : si elle avait eu un niveau plus élevé dans la hiérarchie, elle aurait conservé l'intégralité. »

« Il s'agit donc d'une mesure doublement discriminatoire : à l'égard des plus basses catégories, à l'égard des femmes qui y sont proportionnellement plus nombreuses. »

« Voilà ce que donnent en pratique chez le ministre Monory les grandes phrases sur la revalorisation de la condition féminine, la politique de la famille et la justice sociale. »

Sections syndicales CGT et CFDT direction de la prévision du ministère de l'Economie

Aix-Marseille

un surveillant d'externat radié à vie de l'Education nationale

Jean Rossignol est homosexuel et militant syndicaliste

LE tout récent recteur de l'académie d'Aix-Marseille vient de radier à vie de l'Education nationale un surveillant d'externat de cette académie. Jean Rossignol est militant syndicaliste du SGEN-CFDT et homosexuel, militant du GLH. Cette fois l'administration n'a même pas cherché à masquer ses véritables motifs puisque c'est une annonce déposée dans un lycée appelant à un bal organisé par le GLH qui a servi de pièce décisive dans le dossier.

Dès septembre 1978, à la rentrée dernière, Jean Rossignol était révoqué par le conseil de discipline de l'académie d'Aix-Marseille. Le dossier constitué contre lui se résume à des retards et des « absences injustifiées ». Les retards, le surveillant les admet mais ne reconnaît en rien les absences injustifiées puisqu'il a toujours présenté des certificats médicaux pendant ses arrêts pour maladie. Mais ce conseil de discipline s'est réuni en l'absence du recteur Franck et sans l'inspecteur d'académie qui devait le remplacer légalement. L'administration, se sentant sans doute un peu gênée aux entournures, lui propose un poste à Istres, au CES Coutarel... à condition qu'il abandonne ses responsabilités syndicales. Jean Rossignol est en effet représentant académique des surveillants syndiqués au SGEN-CFDT.

Le 1^{er} octobre, Jean Rossignol prend donc son travail de pion au CES mais il n'a bien sûr pas abandonné ses responsabilités syndicales. On ne l'a pas oublié et ça s'active du côté des chefs d'établissement. Le syndicat national des proviseurs et directeurs d'établissements scolaires (le SNPDES-FEN) dont des représentants avaient siégé au conseil de discipline demande au

ministre de l'Education nationale d'annuler la décision du recteur qui a « outrepassé la décision du conseil de discipline ».

Les hostilités continuent. Le SNPDES refuse de siéger avec Jean Rossignol aux séances de la commission administrative paritaire où il est toujours représentant du SGEN. Le conflit s'accroît entre le recteur Franck et les proviseurs. Le ministre finit par trancher : le recteur Franck demande sa retraite...

Un nouveau recteur est donc nommé. C'est Yves Durant qui ne tarde pas à se pencher sur le dossier du pion Rossignol. Une nouvelle pièce est dans le dossier : un proviseur du lycée Thiers de Marseille l'informe que Jean Rossignol a déposé une annonce pour un bal organisé par le GLH. Rossignol affirme n'avoir jamais remis les pieds dans cet établissement.

Mais il est militant actif du GLH de Marseille et ne cache pas son homosexualité et ça se sait. Le 26 janvier, il reçoit par courrier l'annonce de sa révocation définitive de l'Education nationale. Cette décision est rétroactive. Pourtant, on a violé ainsi un principe essentiel du droit français. Mais on ne s'est pas embarrassé de telles précautions.

deux blessés dans une usine chimique

C'est en avril 1975 que marins-pêcheurs et écologistes avaient porté plainte contre X pour pollution des eaux de la baie de la Seine par des « boues rouges » (résidus de bioxyde de titane) et des « boues jaunes » (phosphogypse). Celles-ci, en effet, mettent en péril l'existence de la pêche dans cette zone.

Cette action aboutit enfin avec l'inculpation de trois industriels de la région par un juge d'instruction du Havre. Le groupe écologique « Poséidon » déclarait dimanche que ces inculpations constituent une « nouvelle

peripétie juridique » qui n'entraîne pas l'arrêt des rejets. Quant aux industriels, qui ont déjà fait part de leur intention de faire appel, ils ne sont menacés que d'une peine d'amande.

Dimanche après-midi s'est produit une explosion dans une usine chimique du Pas-de-Calais. L'explosion s'est produite près d'une tour à hydrogène et d'une réserve d'essence. Deux ouvriers ont été blessés, dont l'un grièvement, il a perdu une jambe. On dit aujourd'hui ignorer les causes de l'explosion.